

LE LIEN EYSINAIS

Association

A.P.E.A.

Alliances pour Eysines d'Abord

Majorité présidentielle

Mai 2005

Édito du Président Jean ETCHEPARE



On souffre dans notre monde d'aujourd'hui d'un manque cruel de communication et de dialogue.

Il a fallu une catastrophe naturelle, le raz-de-marée en Asie, pour que l'on prenne conscience de l'état de pauvreté dans lequel ces populations sédentaires vivent.

Une catastrophe qui aurait pu avoir un bilan final moins lourd si «l'information» sur les risques sur la popula-

tion, d'un séisme en pleine mer, avait eu lieu. Il y a quelques jours, une deuxième alerte toujours pour le même continent et là, fort du manque de communication lors du premier tremblement, quelques minutes après le début du séisme (détecté, comme le premier du reste, par les centres de détection internationaux), les populations concernées ont été informées du risque et ont pu s'en prévenir. Quel progrès en quelques mois, dans la communication internationale ! Ainsi, une bonne information contribue à diminuer le risque et la peur du risque. N'ayons pas peur.

Plus que jamais grâce aux technologies qui nous permettent de l'accroître de façon importante, la communication deviendra un maître «mot» dans nos relations tant nationales que personnelles. Pour cela, il faudra savoir écouter,

avoir un dialogue, voir les problèmes de chacun, avant de décider, mais cela c'est de la politique fiction.

Dans quelques jours, vous allez vous prononcer sur le projet de traité pour la Constitution européenne. Une question - Une réponse. Oui. Non. L'essentiel est que vous le fassiez en parfaite connaissance de cause, sans tout mélanger.

«Le 29 mai, il s'agit de choisir seulement de quelle Europe nous voulons... le vrai rendez-vous pour une éventuelle alternance, n'est pas en 2005 mais en 2007» disait F. Hollande, Premier Secrétaire du PS et partisan du OUI. Car il ne faut pas confondre le texte - de la Constitution- et le contexte - de la politique nationale -.

Faisons toutes et tous à notre niveau, en sorte que la fissure qui existe entre les réalités quotidiennes et les réalités politiques, diminue, (j'aurais préféré s'efface, mais ce serait un rêve pieux). Pour cela le dialogue doit être plus que jamais de rigueur ; qu'il soit positif ou négatif du reste, l'essentiel est de communiquer.

Localement, le LIEN EYSINAIS nous permet de communiquer et d'ouvrir le dialogue. L'avenir dira si nos écrits, toujours signés, ont répondu à vos attentes. Dans tous les cas, vos remarques, seront toujours les bienvenues.

Jean ETCHEPARE

UNE CONSTITUTION POUR FAIRE GAGNER NOS TERRITOIRES

Idée française au départ, la cohésion territoriale devient aujourd'hui une exigence européenne. Face à un marché de plus en plus unifié, devenu le cadre naturel de l'expansion économique de tous les Etats de l'Union européenne, une véritable politique d'aménagement du territoire s'impose en effet à l'échelle de notre continent.

Grâce aux politiques de développement financées par les fonds structurels de l'Union, beaucoup d'avancées ont été obtenues. Comme l'a justement rappelé le président Jacques Chirac, le formidable essor économique de l'Italie, de l'Irlande puis de l'Espagne ou du Portugal en témoigne. D'innombrables projets en matière de transports, d'infrastructures et de soutien à l'activité économique ont permis à ces pays de rattraper une part considérable de leur retard.

Mais n'oublions pas que les aides européennes ont également profité à la France. Nos territoires les plus fragiles, aussi bien les territoires ruraux que les régions les plus exposées aux mutations de notre économie, ont eux aussi, largement bénéficié des politiques européennes de développement. Depuis 1989, plus de 35 milliards d'euros au titre des fonds structurels ont ainsi bénéficié à nos territoires ! Sans compter les 10,5 milliards d'euros annuels de la politique agricole commune.

Il s'agit maintenant de poursuivre cette politique ambitieuse dans le cadre d'une Union à 25. Avec le projet de Constitution qui sera soumis à l'approbation des Français le 29 mai, nous disposons pour la première fois d'un texte qui affirme solennellement l'exigence de la cohésion territoriale au sein de l'Union. Que dit ce texte ? La cohésion économique, sociale et territoriale devient un objectif essentiel de l'Union européenne (article I-3). Mieux : chaque politique de l'Union européenne devra désormais reposer sur cette triple exigence. En clair, cela signifie que la lutte contre les inégalités de développement entre les territoires de l'Union est appelée à devenir une exigence constante. C'est une avancée décisive sur la voie d'un développement équilibré de notre continent. Ne ratons pas cette chance offerte par la Constitution européenne !



Frédéric de Saint-Sernin

Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire auprès du Ministre de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de la Mer

10 RAISONS POUR VOTER OUI AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL.

OUI POUR UNE EUROPE :

• PLUS DÉMOCRATIQUE

- 1) OUI pour inscrire les grandes valeurs françaises - liberté, égalité, fraternité- dans le socle des droits fondamentaux pour toute l'Europe.
- 2) OUI pour donner aux citoyens européens un droit d'initiative: un million de citoyens issus de plusieurs pays différents, pourront soumettre une proposition de loi à la Commission européenne.
- 3) OUI pour renforcer le parlement européen, et faire élire le Président de la Commission par le parlement européen, c'est-à-dire nos représentants directs.

GARANTIE : Le rôle des parlements nationaux est renforcé grâce à un «mécanisme d'alerte précoce» et la possibilité de saisir la Cour de Justice en cas de violation de ce principe.

• PLUS PROCHE DE NOUS

- 4) OUI à une simplification des instruments et des procédures, à la fois en réduisant leur nombre et en utilisant un vocabulaire plus compréhensible.
- 5) OUI à une répartition des compétences plus claire entre les Etats et l'Union Européenne. OUI c'est aussi renforcer le poids de la France au Conseil (qui passe de 8 à 12 %) et permettre à notre Parlement que l'Union européenne n'empiète pas sur les prérogatives de la France.

• PLUS SOLIDAIRE

- 6) OUI à la consécration définitive de l'Europe sociale avec la reconnaissance de nouveaux droits sociaux.
- 7) OUI à de nouveaux objectifs et de nouvelles valeurs, plus proches des préoccupations concrètes des citoyens : la justice sociale, le progrès social, le plein emploi, l'économie sociale, le combat contre l'exclusion sociale, la cohésion territoriale sont reconnus. OUI c'est reconnaître la spécificité des services publics et en premier lieu ceux de la France.

GARANTIE : L'exception culturelle est protégée par le maintien de la règle de l'unanimité en matière de négociations commerciales

• PLUS EFFICACE ET PLUS PUISSANTE SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- 8) OUI pour Un Président élu pour 2 ans et demi par le Conseil européen (les chefs d'Etats et de gouvernements).
- 9) OUI pour Un Ministre des affaires étrangères de l'Union nommé par le Conseil européen.

• PLUS SÛRE ET PLUS JUSTE

- 10) OUI pour une clause de défense mutuelle et une clause de solidarité (devoir d'assistance mutuelle entre les Etats membres) et une coopération permanente pour assurer la gestion des crises éventuelles

GARANTIE : La Commission sera toujours constituée par un représentant de chaque Etat

LES VÉRITABLES RÔLES DE L'OPPOSITION

La majorité municipale eysinaise croit que pour valoriser sa gestion il suffit de prendre l'opposition comme bouc émissaire. Une bonne information étant pour nous la base de la démocratie, remettons les pendules à l'heure, et ce, avec précision.

Dans son dernier journal de propagande, elle nous taxe de faire de la *surenchère médiatique*, de *proférer des contre vérités*, de *affabuler*, de *calomnier*, de *faire preuve de critiques destructrices d'être des gens malhonnêtes et de mauvaise foi*. (sic).

L'excès étant nuisible en tout, le simple fait d'écrire en quelques lignes une telle accumulation de qualificatifs outranciers à notre égard, tend déjà à prouver le contraire. Car des propositions constructives nous en avons formulé et nous continuerons dans ce sens. Seuls les électeurs sont les véritables juges, encore faut-il qu'ils soient bien informés !

Nous, opposition, nous proposons

L'opposition propose, mais la majorité indignée dispose. Ainsi, si le site Internet de la ville vient de n'être inauguré que très récemment, ce n'est pas faute d'avoir réclamé sa création. Notre groupe dès le début de la mandature, a martelé, à chaque débat d'orientation budgétaire, l'importance et l'urgence de l'existence d'un tel média, en fonction depuis longtemps dans les communes voisines.

Nous, opposition, nous réclamons notre dû

Dans le cadre de la **loi démocratie et liberté** nous réclamons maintenant pour l'opposition un espace d'expression libre **dans ce site Internet** (de la même façon que nous avons été obligés de batailler, par courrier, pour obtenir l'espace de libre expression qui nous était dû, dans le Mag'Eysines). Nous demandons aussi que les comptes rendus des conseils municipaux y paraissent ainsi que, les votes nominatifs des élus, pour plus de transparence.

S'il en avait déjà été ainsi, les eysinais auraient vu que nous avons voté (CM du 30/03/05) les crédits (60.000

Euros) pour la reconstruction d'une cabane de maraîcher, dans le futur parc intercommunal des Jalles, afin de laisser aux générations futures un témoin d'une activité plus que séculaire de la commune. **Non, nous ne votons pas systématiquement contre**, comme cela est laissé entendre.

Nous, opposition, nous initions des démarches

Par exemple, il faut absolument veiller - et c'est le rôle du Maire - à ce que la Jalle d'Eysines, véritable



raison fondamentale du parc intercommunal des Jalles, ne devienne pas - même temporairement - un égout à ciel ouvert comme cela vient d'être malheureusement encore le cas, suite à un dysfonctionnement de la nouvelle station d'épuration de Cantinolle. Comme l'a justement fait remarquer à cette triste occasion le quotidien régional SO, «le risque zéro n'existant pas», cet aléas peut devenir rédhibitoire pour l'avenir du parc. En effet, il est prévu non seulement d'accueillir le public mais aussi de maintenir une activité agricole qui a toujours prélevé dans la Jalle, l'eau nécessaire à l'arrosage des légumes. Or, il faut savoir que des travaux d'élargissement du lit de la Jalle sont programmés pour cet été avec la reconstitution d'une nouvelle digue ; alors pourquoi ne pas en profiter pour y inclure une canalisation permettant dans un premier temps de ne plus verser les eaux au pied de la station mais le plus en aval possible et à terme rejoindre la Garonne comme le fait la station de Bordeaux-Latule.

Nous, opposition l'avons demandé expressément aux Présidents du SIJALAG (Syndicat Intercommunal

Jalles Lande Garonne) , du Parc Intercommunal des Jalles, de la CUB. Comme cet équipement supplémentaire peut s'inscrire parfaitement dans le cadre du contrat de développement durable, il peut de plus faire l'objet d'une participation du Département. Ici aussi, on peut s'étonner en particulier de l'absence de réactivité des élus Verts de la majorité municipale.

Nous, opposition, nous dénonçons l'indéfendable

Si «la rétention de l'information c'est le pouvoir», liée à la calomnie , c'est à notre sens, le contraire de la démocratie. Rassurez-vous, l'opposition ne fait pas du «systématiquement» contre, elle fait non seulement des propositions constructives mais dénonce tout ce qui est inadmissible à ses yeux et lourd de conséquence. Dans le LIEN d'Octobre 2004, nous dénoncions le projet de l'Hôtel de Ville et le plan qui était inclus, laissait entrevoir combien ce projet allait en particulier endommager les perspectives de notre patrimoine: voici notre Eglise telle que vous ne la verrez plus.



L'Église telle que vous ne la reverrez plus

Mais qui sont les véritables défenseurs du patrimoine culturel eysinais ?

Philippe CAZEAU
06 62 06 48 26

philippe.cazeau@wanadoo.fr

VOS PROPOSITIONS NE NOUS INTÉRESSENT PAS...DISENT-ILS



Force est de constater (et je suis la première à le déplorer) que la majorité municipale ne joue pas le jeu de la démocratie. Elle nous reproche sans cesse de faire œuvre «de dénigrement, de pratiquer la désinformation voire la manipulation» et par conséquent, de ne pas privilégier la critique constructive. Pourtant, lorsque nous avançons des propositions concrètes de nature à améliorer la qualité de vie de nos

concitoyens et à appréhender de manière plus globale les enjeux communaux, nous nous voyons systématiquement opposer une fin de non recevoir... «Vos propositions ne nous intéressent pas....»

Puis, dans un second temps, (sûrement après réflexion mais avec une totale hypocrisie), nous constatons que l'équipe majoritaire s'approprie nos suggestions ; les faisant siennes au point d'en réclamer la paternité. Fort heureusement, l'essentiel résidant dans le bien commun et l'intérêt général primant, nous ne revendiquons jamais la primauté de telle ou telle idée. Pourvu que les Eysinaises et les Eysinais y trouvent leur compte...

Cependant, et d'aucuns de la majorité le savent bien, il y a des «couleuvres» plus difficiles que d'autres à avaler. Il est intolérable de laisser dire que «nous nous contentons de critiquer, de proférer des insinuations malveillantes et

d'imaginer des irrégularités pour s'en prendre à l'honnêteté de gestion des élus socialistes». En effet, bien que la majorité cherche à minimiser ses erreurs, celles-ci sont hélas bien réelles et pénalisent à longueur de temps notre communauté.

Permettez-moi de penser que ces reproches ne sont là que pour masquer -bien maladroitement, vous en conviendrez- les carences de la municipalité en place qui ne supporte absolument pas que des «intrus» (comprendre l'opposition) s'intéressent aux affaires communales.

Selon eux, il serait préférable que nous demeurions ignorants, ne cherchant jamais à comprendre, attendant paisiblement notre heure. Or, il n'en est rien ...Nous ne voulons décidément pas, autant que faire ce peut, être des «sous-élus» que l'on convoque uniquement aux échéances incontournables et desquels on n'attend que silence et obéissance.

NON, Monsieur le Maire... Ne vous en déplaise, nous sommes des élus de la République à part entière et nous comptons bien faire honneur à notre mandat en ne nous comportant pas comme de simples «béni-oui-oui» mais bien comme des conseillers municipaux soucieux avant tout des intérêts communaux.

Sandrine PELETAN 05 56 28 12 28 / 06 73 96 20 68

s.peletan@voila.fr

FINANCES – SPORT ANIMATION – OMS – CEPAJ – MARCHÉS PUBLICS

ENCORE INSATISFAISANT POUR LES HANDICAPÉS. UN ESPOIR L'EUROPE



Lors de mes deux derniers articles sur notre LIEN, je vous avais promis de vous tenir informé sur l'évolution de ma demande d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées. Enfin une bonne nouvelle pour nos amis à mobilité réduite ; vous avez (enfin) une place de stationnement qui vous est réservée à proximité de la poste, rue du Capitaine Guiraud... Mieux vaut tard que jamais !!! Mais vous allez dire que je ne suis jamais

content car, j'ai quelques remarques à formuler:

En effet cet emplacement se trouve de l'autre côté de la Poste, juste en face de l'accès emprunté par les véhicules postaux, à quelques mètres du passage pour piétons, et assez loin de la pente douce. En un mot, je ne suis pas très satisfait ; surtout que par ailleurs, il est difficile de reconnaître que cette place de stationnement est réservée aux personnes handicapées !!! J'aurais aimé que cet emplacement soit matérialisé par des bandes blanches comme il est de rigueur habituellement, au lieu de garder ces affreuses bandes jaunes usagées, qui rappellent plus un stationnement pour livraison...

J'invite les Eysinaises et les Eysinais à venir constater par eux-mêmes afin que la municipalité en place ne puisse nous taxer de propos mensongers.

Je profite également de mon espace pour m'insurger sur le comportement des élus de gauche à notre rencontre; cela n'est ni plus ni moins que scandaleux. Leurs propos ne grandissent pas la démocratie. Leur comportement agressif vis-à-vis de nous, dès lors que nous prenons la parole lors des conseils, est franchement un acte de totalitarisme.

Ils n'acceptent pas les idées autres que les leurs et ne supportent en aucune manière celles émanant de l'opposition.

Quand au débat, au cours du conseil municipal, il est en plusieurs points surprenant.

En matière d'impôts, la gauche fait preuve d'une sacrée mauvaise foi, au travers des propos de la conseillère régionale et de la conseillère générale, qui expliquent la hausse de la pression fiscale par le financement de la décentralisation. Cet argument est faux, les transferts de compétences aux collectivités locales étant intégralement compensés sur le plan financier par l'Etat. Cette compensation financière est désormais inscrite dans notre Constitution (art. 72-2 «tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes»). Oui les élus de gauche devront assumer l'explosion de la fiscalité régionale, **plus de 14 % pour la région Aquitaine...**

Prochainement nous devons nous prononcer sur l'avenir de l'Europe. Il s'agit d'un choix historique, dont les termes doivent être posés avec clarté et qui exige que chacun prenne et assume ses responsabilités. Le Président de la République a choisi d'interroger, par voie référendaire, tous les français sur le projet de Constitution européenne. Pour permettre au peuple souverain de se prononcer sur un projet décisif pour son avenir.

Pour moi, la bonne réponse c'est le «OUI».

Oui à l'Europe politique! Oui à l'Europe sociale! Oui à plus d'Europe dans le monde ! Oui car, c'est l'avenir de la jeunesse de notre pays!

Johnny CARON 06 81 26 50 37

ÉDUCATION – ACTIVITÉS PERI et POST SCOLAIRES – ENVIRONNEMENT – TRAVAUX COMMUNAUX

VOYAGE EUROPÉEN A AIRBUS



Le 31 janvier dernier notre association a été invitée à se rendre à TOULOUSE pour visiter AIRBUS FRANCE SAS. Après un café de bienvenue et une photo (ci-dessous) prise sur les terrasses du site Jean Luc LAGARDERE (qui s'étend sur 50ha), direction le gigantesque atelier à l'allure de cathédrale de 10 000 m2 où l' A 380 est en train d'être assemblé en final.

L'A 380, avion européen s'il en est, puisque quatre nations de la Communauté européenne coopèrent de façon privilégiée à sa construction : l'Espagne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, chacune élaborant sur des sites propres, des parties différentes. L'avion est composé de 2 ponts et peut transporter de 500 à 800 passagers selon son aménagement intérieur. Décryptons son nom, A pour avion, le 3 étant une référence à la série des A 320, A 340, le 8 parce qu'il fait deux fois l' A 340 et comme il va être commercialisé d'abord en Asie où le 8 est un chiffre porte-bonheur... ; et aussi pour ses 80 m d'envergure, sa hauteur étant de 24 m. Après déjeuner, nous avons visité l'assemblage de l'A 340 en pied de chaînes, autour duquel s'activaient compagnons et ingénieurs.

A la veille du référendum sur le traité de Constitution européenne, la construction de ce géant du ciel doit nous inciter à voter OUI pour que de tels projets continuent à voir le jour, et que la mise en commun de différentes technologies et savoirs européens, soit pour tous, un gage d'avenir.

Nouvelles eysinaises :

Suite aux deux derniers conseils municipaux du 3 et du 30 mars sur le débat d'orientation budgétaire pour le premier et

sur l'adoption du budget primitif pour le second, la majorité municipale dans ses différents écrits nous reproche de ne pas être cohérents, de ne pas être constructifs, de ne rien proposer, mais lorsqu'on consulte la liste du programme d'équipements pour 2005, nous trouvons des aménagements classiques : espaces verts, voirie et espaces publics, politique de la ville, travaux écoles, reconstruction crèche certes nécessaires voir obligatoires mais, (au risque de nous répéter), pas de grands projets avec une idée directrice, un plan de cohésion pour le Bourg complètement absent et sans rattachement des quartiers au centre Bourg. La mairie ignore tellement la rue principale historique de sa commune, que son plus ancien commerce ne figure même pas dans l'annuaire des commerçants et artisans, récemment élaboré par ses soins...et qu'elle considère même inutile la signalisation des parkings publics, en réponse à notre demande. Cherchez l'erreur ! .. Ainsi il n'est pas étonnant que plus de 47 % des eysinaises déclarent dans Sud-Ouest du 16/02/05:

«IGNORER OÙ ILS VIVENT...»

Au sud-ouest d' Eysines enfin du nouveau, vous avez tous pu voir l'implantation de nouvelles entreprises sur notre commune et c'est une bonne chose, mais qui arrive avec vingt ans de retard pour le secteur économique. Pour autant, a-t-on fait adhérer la population aux projets ? Est-on sûr qu'en amont des démarches, aient été faites pour inscrire ces réalisations dans le cadre du développement durable, par exemple concernant le traitement des déchets, la desserte en énergies diversifiées et l'accessibilité par différents modes de transport...C'est cela l'exercice d'une bonne démocratie de proximité.

Joëlle COULON

06 80 67 22 48 / 05 56 28 98 70
joellecoulon2@wanadoo.fr

AFFAIRES SOCIALES – PERSONNES AGÉES – CULTURE ET JEUNESSE – CEPAJ – CEAC



Voyage européen de L 'A.P.E.A. chez AIRBUS (Toulouse).

DROIT DE RÉPONSE

Dans le LIEN Eysinais d'Octobre 2004, l'article «tout n'est pas ROSE à Eysines», épinglait en particulier la gestion du Tennis Club du Pinsan (TCP). Son Président, élu de la majorité municipale, nous demande de publier le droit de réponse suivant :

«La gestion du Tennis club n'est pas hasardeuse mais rigoureuse, tant au plan financier qu'au plan de l'organisation. Que les eysinais se rassurent.

La subvention de 5000 € supplémentaire est cohérente avec les autres associations eysinaises et le prorata du nombre d'adhérents qui frôle les 400 en ce qui nous concerne Tennis Club».

Ce droit de réponse appelle quelques commentaires de la part du LIEN Eysinais, et tout d'abord, un bref rappel. Chaque année, fin mars, le budget municipal pour l'année en cours est voté. Parmi les dépenses figurent les subventions municipales attribuées aux associations. Année après année, le TCP a bénéficié d'une subvention de 1220€, que nous avons toujours dénoncé et ceci d'autant plus fermement que par convention signée le 20/12/2002 avec la mairie d'Eysines, le TCP se doit de payer à la commune une redevance annuelle de 11.229€, en deux semestrialités (2 x 5614,5€), en relation avec la valeur locative des biens (les courts de tennis) mais avec tout de même un abattement de 38,17 % de cette valeur. Comment peut-on justifier une subvention dès lors que vous avez une redevance à payer ? On a jamais vu un locataire recevoir du bailleur tout ou partie du loyer à acquitter !

Mais la surprise désagréable et tout à fait inattendue, est arrivée en septembre 2004, lors du vote de la Modification Budgétaire. Le TCP se voyait attribuer pour la deuxième fois une subvention conséquente de 5000€ et comme par hasard, du même montant que la semestrialité à honorer. L'opposition que nous représentons, avait donc toutes les raisons de mettre en doute la bonne gestion du TCP, car tout budget se prépare et se vote en fin d'année N pour être exécuté l'année suivante N + 1. La similitude des montants de la nouvelle subvention et de la semestrialité à honorer par le TCP liée à la proximité de son échéance, nous ont naturellement conduits, à dire lors du conseil municipal, que le budget du TCP avait dû être mal tenu et donc que cette attribution de subvention était révélatrice d'une mauvaise gestion du TCP.

Nous ne confondons pas **l'art de la pratique de l'arithmétique** que vous devez parfaitement maîtriser Monsieur le Président du TCP, puisqu'il vous a permis de découvrir que vous étiez incapable d'honorer votre engagement conventionnel vis-à-vis de la Mairie, et **l'art de gérer**, c'est-à-dire bien anticiper les recettes et les dépenses.

Mais la Mairie est bonne mère, vis-à-vis de ses enfants dans la peine, non seulement elle «ressert» par anticipation au TCP une subvention de 6220€, mais elle va au-delà, puisque dans sa dernière convention avec le TCP elle lui confie gratuitement, la gestion du «Club House», qui lui procurait pourtant par convention du 20/12/02, jusqu'en décembre 2004, un revenu annuel de 2748€.

Que penser des deux arguments invoqués, par le Président du TCP, pour justifier cette super subvention (+400 %)? L'argument «nombre d'adhérents», ne tient pas, puisque celui-ci est constant depuis de nombreuses années. L'argument «similitude avec les autres associations», semble des plus fumeux. On ne peut invoquer un quelconque principe égalitaire, pour les subventions. Elles doivent correspondre à un besoin défini, indépendamment de toute autre association, car elles sont en principe, libres de leurs actions et indépendantes les unes des autres.

Mais si vous invoquez le principe d'égalitarisme, alors je vous conseille, comme nous l'avons encore demandé lors du dernier vote du Budget, de revoir sérieusement à la hausse, la subvention de la Conférence de Saint Vincent de Paul, qui, avec 460€ année après année, doit accomplir à Eysines des miracles, pour remplir les paniers des plus démunis d'entre nous.

Merci à Monsieur le Président du Tennis Club du Pinsan de nous avoir donné l'occasion de nous expliquer sur ce problème.

VIE ASSOCIATIVE : Comité pour le OUI à l'Europe.

Conférence débat sur la Constitution européenne le mercredi 18 mai 2005 à 20 heures

Salle de l'Hermitage - 10, rue Bertrand HAURET - Le Bouscat

Avec la participation de **M. Michel HUNAUT, Député de Loire-Atlantique (UDF)**

M. Jacques GODFRAIN, Député de l'Aveyron (UMP)



SI VOUS PARTAGEZ NOS IDÉES, OU SI TOUT SIMPLEMENT VOUS SOUHAITEZ DIALOGUER AVEC NOUS,
COMPLÉTEZ CE BULLETIN ET RETOURNEZ-LE AU SIÈGE DE L'ASSOCIATION

APEA - 11, Route de Pauillac, 33320 Eysines
E-mail : infos@alliance-pour-eyssines-dabord.org

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE : TÉL. :